



Monsieur Guy FROMENT
7, Boulevard Novy Jicin
69200 VENISSIEUX
FRANCE

CINQUIÈME SECTION

CEDH-LF4.1iR OBS IMSI CHB
PDJ/rki

07/10/2021

Requête n° 46061/21
Thevenon c. France

Monsieur,

J'accuse réception de votre lettre du 10 septembre accompagnée d'un formulaire de requête au nom du requérant précité, avec pièces jointes, et faisant référence à 712 autres requérants potentiels.

1. Concernant M. Pierrick THEVENON

Le dossier s'est vu attribuer le numéro ci-dessus, qu'il vous faudra rappeler dans toute correspondance relative à cette affaire.

La procédure devant la Cour est en principe écrite et vous n'aurez à comparaître en personne que si la Cour vous y invite. Je ne manquerai pas de vous informer de toute décision prise par la Cour.

En cours de procédure la Cour pourrait adresser au requérant une demande de renseignements. Au cas où une telle demande demeurerait sans réponse, la Cour pourrait en conclure que le requérant n'a plus d'intérêt au maintien de sa requête et décider de rayer celle-ci du rôle.

Communication de la requête au gouvernement défendeur

Je vous informe qu'à la suite d'un examen préliminaire de la recevabilité de la requête susmentionnée le 27 septembre 2021, la présidente de la section à laquelle l'affaire concernant M. Thevenon a été attribuée a décidé, en vertu de l'article 54 § 2 b) du règlement de la Cour, de donner connaissance d'une partie de la requête au gouvernement français et d'inviter celui-ci à présenter par écrit un exposé des faits et ses observations sur la recevabilité et le bien-fondé des griefs tirés de l'article 8 de la Convention, pris seul et combiné avec l'article 14, ainsi que de l'article 1^{er} du Protocole N° 1.

./..

Observations et exposé des faits

Le Gouvernement a été invité à soumettre un exposé des faits et ses observations au plus tard le 27/01/2022. Celles-ci vous seront communiquées et vous pourrez répondre par écrit aux observations au nom du requérant, en joignant le cas échéant votre demande de satisfaction équitable au titre de l'article 41 (cf. article 60 du règlement). **Vous êtes prié de n'envoyer aucun document ou autre pièce avant d'y avoir été invité par la Cour.** Les documents ou pièces non sollicités ne sont normalement pas versés au dossier pour examen par la Cour (article 38 § 1 du règlement).

La présidente de la section a indiqué au Gouvernement que ses observations devraient porter sur les questions figurant dans le document en annexe à la présente lettre (Objet de l'affaire et Questions posées aux parties).

Impact

La Cour a considéré que cette requête pourrait constituer une affaire à impact.

Règlement amiable

Le Gouvernement a également été invité à indiquer pour le 27/01/2022 sa position quant à un règlement amiable de l'affaire et à soumettre le cas échéant ses propositions à cet égard (article 62 du règlement), en particulier en ce qui concerne le dommage matériel et les frais et dépens. Vous voudrez bien faire de même quand vous recevrez ses observations.

Langues officielles

Je vous informe qu'à ce stade de la procédure, selon l'article 34 § 3 du règlement, toutes les observations émanant des requérants ou de leurs représentants doivent en principe être rédigées dans l'une des langues officielles de la Cour, à savoir le français ou l'anglais.

Accès du public à la requête

J'attire votre attention sur l'article 33 du règlement de la Cour, selon lequel les documents déposés au greffe par les parties ou par des tiers intervenants doivent être accessibles au public, à moins que la présidente de la section n'en décide autrement pour les raisons indiquées au paragraphe 2 de cette disposition. Il s'ensuit qu'en règle générale toutes les informations contenues dans les documents que vous soumettez au greffe, notamment les renseignements concernant des personnes désignées ou identifiables, pourront être consultées par le public, divulguées, traduites et diffusées. De plus, ces informations pourront apparaître dans HUDOC, base de données de la Cour accessible par internet, si la Cour les intègre dans une décision ou un arrêt.

Représentation

J'attire en particulier votre attention sur l'article 36 §§ 2 et 4 du règlement, selon lequel la partie requérante doit à ce stade de la procédure être représentée devant la Cour par un conseil habilité à exercer dans l'une des Parties contractantes et résidant sur le territoire de l'une d'elles (article 36 § 4 a) du règlement).

Je vous invite donc à remplir et à me retourner le formulaire de pouvoir joint dûment complété et signé, avant le **02/12/2021**.

Au cas où le formulaire ne serait pas retourné, la Cour pourrait en conclure que le requérant n'a plus d'intérêt au maintien de sa requête et décider de rayer celle-ci du rôle.

./..

Décision partielle

En ce qui concerne le restant de la requête, s'agissant du grief tiré de l'article 2 de la Convention, la présidente de la section, siégeant en formation de juge unique (assistée d'un rapporteur conformément à l'article 24 § 2 de la Convention), l'a déclaré irrecevable.

En effet, compte tenu de l'ensemble des éléments en sa possession et dans la mesure où elle est compétente pour connaître des allégations formulées, elle a estimé que les conditions de recevabilité prévues par les articles 34 et 35 de la Convention n'étaient pas remplies.

Cette décision est définitive. Elle n'est susceptible d'aucun recours que ce soit devant la Grande Chambre ou un autre organe. Le greffe ne sera pas en mesure de vous fournir d'autres précisions sur la décision de la juge unique. Cette communication vous est faite en application de l'article 52A du règlement de la Cour.

Note d'information

Vous trouverez ci-joint une note d'information à l'intention de la partie requérante concernant la procédure après la communication d'une requête.

Étiquettes

Je vous adresse ci-joint un lot d'étiquettes portant un code-barres. Veuillez en apposer une sur le coin supérieur droit de la **première page** de tout courrier que vous enverrez au greffe dans le cadre de la présente affaire.

2. Concernant les 712 autres requérants potentiels

Dans votre formulaire de requête, vous informez la Cour de ce que sept cent douze autres personnes, dont vous produisez la liste, souhaitent également saisir la Cour d'une requête. De plus, par une lettre du 20 septembre 2021, vous indiquez la nationalité de cinq d'entre elles, ainsi que le désistement (express ou faute de contact maintenu avec vous) de cent quarante et une autres personnes.

En réponse, je vous informe que, pour saisir valablement la Cour, il importe, d'une part, de produire pour chaque requérant un formulaire de pouvoir avec les signatures originales (pas de photocopie) et, d'autre part, des formulaires de requête en ce qui les concerne (le cas échéant en les regroupant au sein de formulaires de requêtes communs - par exemple en fonction de leur statut ou de leur profession -, et ce en veillant bien à fournir pour chacun d'entre eux les informations concrètes sur leur situation personnelle au regard des griefs soulevés).

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.



V. Soloveytchik
Greffier de section

P.J. : Objet de l'affaire et Questions
Note d'information
Formulaire de pouvoir
Lot d'étiquettes